

Sentirpenser depuis le Cauca. Peut-on mendier sa liberté à son bourreau?

Vilma Almendra

Traduction Sonja Tarby

Vilma Almendra appartient à ce groupe nasa que Francesca Gargallo évoque plusieurs fois dans les articles que nous avons publiés ici. Elle a été impliquée dans le processus de communication indigène à travers le [Tejido de Comunicación y Relaciones Externas para la Verdad y la Vida de la Asociación de Cabildos del Norte de Cauca](#) et de [Pueblos en Camino](#). Elle a participé activement aux luttes de son peuple et défend l'idée de l'autonomie des communautés indiennes.

Situation

Trois ans après la signature du traité de paix en Colombie, le crime organisé a gagné en importance. Et les luttes pour le territoire continuent de reculer car la dépossession de la terre passe par l'assassinat : dans le même temps, les politiques étatiques pèsent sur les politiques communautaires, la pauvreté et la faim opérant comme de véritables armes contre-insurrectionnelles. Ainsi, les acteurs étatiques récupèrent les initiatives féministes et les réduisent à la participation à des formes étatiques mises en place de façon patriarcale. Dans ce contexte, les communautés et organisations sociales se sont regroupées au sein

du mouvement de « La Minga Suroccidente », et ont exigé « la défense de la vie, du territoire, de la démocratie, de la justice et de la paix », ce qui a débouché sur la signature d'un autre accord, que l'état trahira certainement.

Nos réflexions dans cet article tournent autour sur ce qui s'est passé. Et nous partagerons avec le lecteur quelques propositions nécessaires afin de tenter de défier l'ordre établi.

Au nom de la « paix » en Colombie, l'exploration, l'exploitation, l'exclusion et l'extermination (Rozenal, 2015) ont gangrené tous nos territoires, au profit des transnationales et de leurs états patriarcaux. Il n'est alors pas étonnant de lire que:

Depuis la signature de l'Accord, 499 victimes d'homicides sont des leaders paysans, des indigènes, des Afrocolombiens et des élus locaux. Les crimes avaient aussi une relation avec le genre. Des 702 assassinats enregistrés (de janvier 2016 à mai 2019), 604 des victimes étaient des hommes et 98 des femmes (EL Espectador, 2019. p.5).

On tue impunément les hommes et les femmes qui luttent contre les politiques de mort et défendent tous les biens communs créés par la Terre Mère, et pris en charge par ses filles et fils. La majorité de ces hommes et femmes assassinés étaient des défenseurs des forêts, des plantes, des montagnes, des fleuves, du « páramo », des marais, des ravines, de l'eau, de la terre, de la vie; ils étaient tous connus dans leurs communautés pour leurs luttes contre les centrales hydroélectriques, les monocultures, le fracking, l'exploitation des mines, le narco trafic, la corruption et plus encore contre la dépossession de nos corps, de nos imaginaires, de nos territoires.

Dépossession mais aussi génocides successifs (patriarcat, colonisation, état, capitalisme), qui continuent de s'accroître avec le fascisme, les politiques de contre insurrection, et avec l'augmentation de nombre d'acteurs armés de façon légale et illégale, moteurs du crime organisé. Ce sont les mêmes qui se coordonnent dans tous les domaines afin de protéger les divers extractivismes et de contrôler les communautés, les peuples, des organisations, des collectifs grâce à la contre insurrection, en orchestrant la terreur, et les mettant à feu et à sang. Des communautés qui ont toujours lutté contre tout type d'oppression et de soumission. Parce qu'en plus des autres formes de guerres (narco-traffique, crime

organisé) qui se sont développées, après la signature du cessez le feu entre les guerrilleros des Farc et le gouvernement de Colombie, dans nos territoires, l'état a mis en place des programmes et des projets qui nous condamnent à l'assistanat et à la dépendance étatique. Et au nom de l'autonomie et de la participation ils contrôlent notre Sentirpenser¹ collectif, en nous divisant, en démantèlement nos organisations, et en s'emparant de nos techniques, et même de notre savoir-faire communautaire.

Autrement dit, ceux qui nous dépossèdent afin de nous tuer et nous tuent afin de nous déposséder, nous condamnent à la faim et à la pauvreté à travers des politiques d'état, sont ceux qui ont élaboré des programmes et des projets économiques pour « aider » les communautés paysannes, indigènes, noires, urbaines, rurales, appauvries, déplacées, migrantes, orphelines, veuves; ce sont ceux qui ont conçu des critères et des conditions afin de définir qui avait besoin d'aide ou non, ceux qui ont défini qui est pauvre ou a faim, les mêmes qui ont décidé dans quoi on peut ou non dépenser de l'argent, ceux qui ont engendré la faim et la pauvreté, stratagèmes étatiques grâce auxquels ils soumettent et répriment les populations tout en garantissant l'accumulation et les profits du système dominant. Bien sûr, on ne peut pas non plus nier qu'à l'intérieur de nos territoires, il y a des agents qui reproduisent ce système d'assistanat : en effet, ils permettent l'imposition de politiques étatiques au détriment des politiques communautaires, et sans leur collaboration, la soumission et la dépossession s'avèreraient plus difficiles.

Dix ans plus tôt, les ONG, les institutions d'état et internationales, avaient fait irruption, sous prétexte d'« aider » les victimes de la guerre. Aujourd'hui, beaucoup d'autres les ont rejointes au nom de la « paix ». Il y a encore peu de temps, ils nous affirmaient sans vergogne que c'était bon, qu'on était en paix, que nous étions entrés dans la phase post-conflit, comme si nous autres, les communautés, nous n'avions pas déjà vécu dans notre chair le conflit et la cruauté de la période du « post-accord ». Par ailleurs, les chiffres sont criants : une trentaine de leaders, hommes et femmes confondus, ont été assassinés dès janvier 2020. L'angoisse et l'impunité, nous les ressentons jour après jour sur nos territoires, avec les menaces constantes, les disparitions, les persécutions, les perquisitions, les massacres, les enlèvements, les extorsions, les judiciarisations, les féminicides, les assassinats ciblés, et un nombre incalculable de violences et de conflits qui sont apparus de toute part. Alors, dans ces conditions, comment peut-

on parler de « post conflit » ? Diverses organisations et groupes paramilitaires intimident les communautés et les assiègent littéralement, devenant un véritable cauchemar pour les communautés. Mais il y a aussi des groupes armés légaux qui continuent à mener la danse avec leurs promesses de paix, et des institutions qui continuent à faire miroiter argent, programmes, liberté, développement, du progrès. Des groupes qui se focalisent et se posent en spécialistes de ce qu'on appelle l'égalité de genre, qui essaient de peser sur le leadership des femmes de nos communautés, celles que nous avons reconnues comme porteuses de vie. Ils vont jusqu'à s'approprier l'être et le savoir faire féminin-territorial, qu'ils aimeraient usurper, domestiquer même, et emprisonner dans une cellule étatique, qui le façonne et le finance.

L'histoire des vainqueurs nous montre de façon claire que les politiques d'état ne sont pas là pour garantir un Buen Vivir aux populations. Ces dernières sont par principe patriarcales, racistes, coloniales. Elles s'inscrivent dans une macro économie qui garantit la sacro-sainte accumulation. Et sans « exploration, exploitation, exclusion et extermination » il n'y a pas de domination, d'accumulation ni de soumission. Prenons le cas du Cauca, un département que les luttes afro et paysannes, et surtout, la résistance et la recherche d'autonomie de 10 peuples indigènes, ont fini par transformer en territoire propre. La coopération internationale et les projets d'assistance y ont également domestiqué, coopté, capturé les luttes indigènes afin de mieux les ajuster aux politiques d'état; ils ont rogné les politiques et l'économie de la population, ils l'ont divisée dans ses pratiques et ses savoirs-faire communs; allant jusqu'à contrôler les actions et mobilisations traditionnelles. Lors de la dernière décennie, dans le Cauca, cette opération de capture a été particulièrement visible (Almendra, 2018). Par exemple, souvenons-nous qu'avec « Familias en Acción », la dépendance et la démobilisation se sont accentuées dans les espaces et les processus indigènes : les familles ne participent plus activement aux assemblées communautaires pour prendre ensemble des décisions, comme elles le faisaient dix ans plus tôt. Aujourd'hui, on les voit sortir massivement, régulièrement, pour rejoindre de longues files d'attente afin de percevoir l'argent des aides - l'aumône provenant de ressources publiques - qui leur sont attribuées dans le cadre de projets d'état comme Familias en Acción, Adulto Mayor, Semillas de vida. Les communautés participent de plus en plus aux rencontres et ateliers organisés par ces mêmes programmes d'état, et elles viennent de moins en moins dans les assemblées communautaires, car elles ont été démobilisées par ces nouvelles pratiques, et ont perdu le sens de l'action

collective.

La contre-insurrection qui vise à nous soumettre

J'attire votre attention sur le fait que pendant et après les négociations de La Havane pour la signature d'un cessez-le-feu, les « soutiens » de la coopération internationale et de l'état via les programmes d'aide ont notablement augmenté dans les territoires. Au même moment, les luttes sociales se sont divisées, démobilisées. Bien pire encore, les meurtres sélectifs continuent à gagner le moindre recoin du pays. Dans ce contexte morbide, certains camarades, comme Manuel Rozental (2019), se demandent:

Dans ce pays, qui est en mesure de cartographier, avec une précision absolue, sur tout le territoire national, les ex-combattants, les leaders de mouvements sociaux, les défenseurs des Droits Humains et toute personne susceptible d'être un obstacle aux projets de développement et de progrès (extraction et accumulation concentrée des richesses)? Qui peut à la fois à faire pression sur eux et les attaquer de façon systématique ? Et la plus grande partie de ces attaques a lieu justement dans les territoires qui ont une importance cruciale pour ces projets d'extraction ou de spéculation des terres, là ou sont en action les processus et les mouvements les plus puissants des zones rurales et urbaines ?

La réponse va de soi : l'intelligence - militaire - de l'État.

À ce sujet, nous devons mentionner l'enquête menée par un autre camarade nasa, Kenedy Osnás Baltazar (2018). Elle porte sur l'impact de la coopération internationale et des programmes sociaux étatiques dans la région du Cauca, à Caldono, Toribio, Silvia et Jambalo. Dans ce travail, il cite, par exemple, les « soutiens » économiques faits au nom de de la prévention et de l'assistance aux victimes du conflit armé, et de la réinsertion des personnes qui étaient membres de groupes armés. La conclusion de son étude est la suivante:

Il est nécessaire de mieux étudier la face cachée des projets productifs. Ils opèrent comme des stratégies pratiques permettant :

1. D'affaiblir les structures et soumettre les groupes armés opposés au système gouvernemental.

2. *Vendre le désir de civilisation et de modernité.*
3. *Permettre au gouvernement et au secteur privé d'intervenir de façon indirecte dans les communautés, dans le sens de leurs intérêts;*
4. *Affaiblir la culture, la politique et l'organisation des communautés indigènes, principal foyer de résistance de la société civile.*
5. *Favoriser les politiques d'homogénéisation des communautés afin de mettre en place des politiques économiques basées sur une modernisation de la production et l'exploitation des richesses naturelles, des ressources hydriques, minières, énergétiques, pour ne citer que certaines des ressources des territoires indigènes.*

Le plus terrifiant, comme l'explique Osnás Baltazar. (2018) c'est que

Pour prendre en compte la population directement liée aux groupes armés et qui se trouve dans l'étape de réinsertion à la vie civile, on a créé un processus de caractérisation, d'identification et d'individualisation de personnes qui, volontairement ou non, ont fait ou font encore partie des groupes armés et se retrouvent dans cette étape de resocialisation. Parallèlement, des stratégies et des actions ont été mises en place, et ont permis à plusieurs personnes de se réinsérer dans la vie civile. Mais le problème, c'est que la toile de fond de ces interventions, ce fut le besoin de récolter des informations sur les acteurs du conflit armé, principalement les guerilleros et les personnes ayant un lien avec eux. Et nous avons de bonnes raisons de penser que ces informations ont été employées par les services d'intelligence militaires.

Je réitère la question de Rozental : qui a le pouvoir et la capacité de cartographier tout le pays et d'y perpétrer des assassinats ? Plus encore : qui peut garantir une impunité systématique sur tous les territoires ? Car après la signature l'accord de paix, fin 2019, on a enregistré 702 assassinats de leaders, dont 135 étaient des ex-combattants et, à nouveau, des « faux positifs »², sans compter les fameuses « chuzadas », ces écoutes téléphoniques illégales. Contexte mortifère qui n'est pas propre seulement à ce que nous nommons la Colombie, car le fascisme et le « capitalisme, qui a toujours été le crime organisé » (Rozental, 2018) s'étendent à tous les territoires. Grâce aux politiques étatiques d'assistance et de contre-

insurrection, ils peuvent agresser et soumettre les peuples en lutte pour leur émancipation. Tout cela se passe dans « le monde de la mondialisation », car là où il y a des résistances et des luttes pour l'autonomie, les guerres ne suffisent pas, il faut aussi des stratégies de contre-insurrection.

Nous pouvons voir un autre exemple concret au Mexique, où la gauche représentée par Andrés Manuel López Obrador, cherche à développer divers projets létaux au sein des territoires indigènes - un méga projet complexe constitué de plusieurs projets. On commence par livrer le territoire du sud-est mexicain à des groupes économiques nationaux pour l'insérer ensuite dans l'extractivisme mafieux de l'accumulation capitaliste, en détruisant et déposédant les communautés qui résistent. Pour ce faire, ils militarisent jusqu'au territoire zapatiste, connu partout dans le monde pour l'autonomie dont il a fait preuve face aux mauvais gouvernements. Là-bas, dans le Chiapas au sud du Mexique, dans l'Ejido Tila, un mouvement a été organisé par le peuple Chol sur son territoire ancestral. Il se soulève, luttant pour la résistance et l'autonomie, contre un gouvernement néfaste et qui aujourd'hui s'auto-gouverne à travers une assemblée élue. Une camarade zapatiste- consciente de l'existence de vives contradictions -, nous explique les manœuvres déployées par le gouvernement qui s'insinue dans les foyers, avec les bourses d'étude Progresa, par exemple, lesquelles sont remises personnellement aux personnes qui en bénéficient. Car l'Ejido Tila, bien sur, n'accepte aucun programme d'aide du gouvernement, c'est pour cela que désormais les bourses sont remises directement aux jeunes gens et jeunes filles, que l'on fait se déplacer dans d'autres lieux où on leur remet l'argent des bourses.

Cette camarade explique à son fils qu'il ne doit pas se vendre au gouvernement, que tout ce qu'ils donnent n'est pas gratuit, car ils se paieront sur nos territoires. Elle sait ce qu'il y a derrière cette soit-disant « aide ». C'est pour cela qu'elle signale la nécessité de travailler plus profondément et de façon collective ces contradictions. Mais nous ne sommes pas toujours capables de les identifier et de les affronter en communauté. Au contraire, nous sommes cooptés et démobilisés, nous nous coulons dans les agendas étatiques transnationaux, que « ceux d'en haut » créent et mettent en place afin de dominer et soumettre légalement et illégalement nos peuples. Donc, ceux d'en haut nous déposèdent afin de nous soumettre à la famine et à la pauvreté et sous prétexte de nous aider ; en réalité, ils nous domestiquent, nous civilisent, nous démobilisent et nous adaptent aux politiques économiques transnationales.

Entre politique d'état et politique communautaire

Dans l'histoire récente du Cauca, les soulèvements « pour la vie », qui ne portaient pas alors ce nom, eurent lieu surtout entre 1970 et 1980. C'est à ce moment là que naquit le CRIC (Conseil Régional Indigène du Cauca), dans la clandestinité, lorsque les peuples entreprirent de récupérer leur terre et leur organisation indigène, luttant contre l'esclavage de fait qui régnait dans les haciendas. Leurs participants, qui n'en pouvaient plus d'être dépossédés, maltraités et soumis, subirent en retour beaucoup de discrimination, de racisme, d'agressions. Cette lutte s'étendit dans tout le pays, et aujourd'hui elle regroupe un nombre incalculable de [resguardos](#)³, de [cabildos](#)⁴, d'organisations, d'associations, d'institutions et de collectifs indigènes, dans toute la Colombie. Certes, cette lutte était un pas en avant important pour l'autonomie, elle a permis aux indigènes qui récupéraient leurs terres de survivre; de rétablir l'autorité de l'assemblée communautaire, de renforcer la minga [5](#) comme pratique collective et de transformer le cabildo en une structure de gouvernement propres. Mais la politique d'assistance était déjà en germe. Car, par la suite, les mobilisations, dans la plupart des cas; consistèrent en réclamations faites au gouvernement. Ou plutôt, faites à cet état, qui il y a plus 200 ans, a fait incursion sur nos territoires, y compris ceux de notre imaginaire, pour nous soumettre et nous rendre dépendants. En fait, c'était une façon de donner tous les pouvoirs à un gouvernement patriarcal. Ce n'est pas pour rien qu'on dit : « Si tu as besoin de quelque chose, demande-le à papa-gouvernement ». Et certains de nos dirigeants se mettent en quatre pour arriver à avoir une place dans ce gouvernement, pour y mener les luttes « à partir de ce lieu », comme ils disent.

Voilà pourquoi, si nous voulons comprendre quel est le degré de conscience politique atteint par les mouvements de lutte contre les spoliations, les extractivismes, les guerres, les politiques causant famine et pauvreté, nous devons savoir discriminer. Il faut que nous différencions ce qui nous a été imposé comme politique d'état et ce que nous devrions reprendre comme politique communautaire des peuples.

Au cours de nos échanges au sein de Pueblos en Camino⁶, nous en sommes venus à voir la politique communautaire des peuples comme le seul horizon de lutte, au niveau théorique et pratique. Ces luttes ont garanti la ré-existence ici et maintenant, les fondements du « bien vivre » dans les campagnes et les villes, les savoirs et pratiques collectives ancestrales qui tissent la vie aujourd'hui, les soins

et protections des biens communs unis à la « Terre Mère », la re-création et transmission des cultures, les stratégies et tactiques de survie, les actions de résistance et d'autonomie propres et appropriées, les liens de la résistance et l'autonomie avec la « Terre Mère ». Mais le système nous a imposé une politique qu'il présente comme la seule possible. Il nous dit ce que l'on peut et doit faire. Pourtant, elle est courte l'histoire de la création de l'État, de ses lois, ses décrets, ses plans, ses projets, ses programmes, son développement, son progrès, son bien-être. Guère plus de 200 ans.

Si on se place du point de vue collectif qui est celui de la minga, on peut dire que la politique communautaire se doit de définir les revendications et non l'inverse. On doit être clairs politiquement parlant sur tout ce qui relève de la défense de la vie, du territoire, de l'harmonie afin de pouvoir vivre comme nous le souhaitons. En exigeant le respect de nos droits qui ont été bafoués à cause du conflit armé, et de conflits d'intérêts politiques ou individuels. Cela a entraîné de grandes contradictions, particulièrement dans la Minga, qui, au début, revendiquait ses droits sur le territoire.

Mais certains, lorsque des négociations ont commencé, ont commencé par exiger des aides financières. Cela ne nous garantit pas un accès aux soins, cela ne nous aide pas à promouvoir l'harmonie dans nos territoires. Comme le dit ma mère: nous sommes devenus des mendiants, des enfants, qui font des caprices lorsqu'ils n'ont pas ce qu'ils veulent. Parfois nous participons sans savoir de quoi il est question, par crainte de ne rien recevoir. Et nous avons reçu très peu, pour ainsi dire, rien, si on pense à tous les sacrifices, toutes les luttes de la communauté (camarade de la Licence en Pédagogie de la Terre Mère, Université d'Antioquia, juin 2019)[7](#).

C'est presque toujours ce qui se passe. Lors de la dernière décennie, avec la récupération des différents mouvements contestataires, les luttes, dignes et fortes, qui avaient pris dans nos territoires ont disparu, s'effaçant avec les mêmes accords. Malheureusement, durant l'assemblée de la Minga, nous avons pu constater qu'on ne parlait plus que d'économie. Il faut que nous travaillions là dessus dans la tulpa, que nous réfléchissions à notre indépendance et que nous nous demandions tous ensemble si nous souhaitons vraiment être des peuples autonomes et dignes ou si nous allons continuer à nous livrer à l'état" (camarade de la Licence en Pédagogie de la Terre Mère, Université d'Antioquia, janvier 2019).

Et la lutte politique émanant des peuples, une fois de plus, a servi les politiques de l'état. Finalement, si le gouvernement mettait en pratique ces accords, cela reviendrait pour nous à apporter notre soutien au plan Plan National de Développement. Car ce plan est basé sur l'extractivisme et la financiarisation qui produit la destruction de nos territoires. Il s'agit là d'une contradiction dont nous ne parlons pas ouvertement ; nous ne l'abordons pas avec humilité, ni avec sagesse dans les institutions indigènes et encore moins dans le cadre de la Minga et de ses représentants officiels. Car dès que quelqu'un essaie de pointer du doigt les lacunes, les tensions et les contradictions, il devient un paria de la lutte indigène.

D'où les défis qui sont en train de surgir : comment pouvons-nous enraciner nos luttes dans la terre, aussi loin que possible de l'État ?

Un exemple :

Si nous prenons comme point de départ les sessions pédagogiques que nous avons menées à bien dans le cadre de la minga, nous pouvons identifier les nécessités politiques internes et externes. D'un côté, nous avons besoin de politiques qui permettent un changement structurel au niveau de l'État, comme dans le cas de l'exploitation des mines, des territoires, du fracking, du modèle économique, etc. Mais d'un autre côté, nous avons besoin également d'une politique interne en accord avec nos discours. Cela veut dire que les autorités communales doivent légiférer sur ces questions à l'intérieur de la communauté, avant que cela se fasse au niveau du gouvernement national. Les revendications, la question des ressources, ça doit venir après, et être en continuité avec nos orientations politiques. Car souvent, on nous attribue des ressources qui plus tard s'avèrent insuffisantes pour mener à bien les projets communautaires (camarade de la Licencié en Pédagogie de la terre Mère de Université d'Antioquia, mai 2019).

Alors, dans nos discussions au sein du Séminaire sur un Plan de Vie, auquel participaient des camarades, hommes et femmes, issus de divers peuples indigènes du Sud-ouest du pays, dans le cadre de la licence en Pédagogie de la Terre Mère, nous nous sommes posés les questions suivantes : comment au niveau de notre vie quotidienne, apprendre à développer notre prise de conscience, à nous informer mieux, et à proposer, à partir de la base, des solutions pour faire

des mingas une pratique pédagogique permanente, pas seulement un organe de négociation avec le gouvernement ? Comment reconnaître la distance qui s'est creusée entre les dirigeants et la communauté, et renouer les fils qui ont été coupés ? Comment récupérer et recréer des pédagogies à nous, qui nous permettraient de mieux sentir nos politiques communautaires ? Comment auto-gérer des débats afin de réfléchir de façon critique aux résistances autonomes ? Comment continuer ce travail de sensibilisation et de réflexion pour que nous arrivions toutes et tous à mieux comprendre et mieux orienter nos mouvements, et à renforcer nos propres politiques, pas celles qui nous sont imposés ?

Reconnaissance de notre action féminine

Nous sommes dans une situation inquiétante mais en tant que femmes, nous sommes en train de nous réveiller. Nous sommes celles qui donnent la vie, certes, mais cela ne suffit pas, vu ce que nous devons affronter dans nos territoires; j'invite les femmes à s'unir dans la lutte chez nous aussi, il y a des féminicides, ils assassinent nos femmes et nos filles sont violées alors qu'elles commencent à peine à vivre. Jusqu'à quand allons-nous les laisser faire ? Si à Cheràn, ils se sont révoltés, les femmes peuvent le faire ici aussi. Nous ne devons pas avoir peur d'agir, et même si on dit que c'est les hommes qui commandent, nous devons nous organiser (femme nasa de la communauté Pioyà, août 2018).

Cela étant, pour en revenir à la nécessaire participation des femmes à leur propre libération, notons que pendant la Minga, elles étaient présentes dans les différents espaces, grâce à leur spiritualité et leur connaissance des plantes, grâce aux soins qu'elles prodiguent, protégeant et travaillant à l'harmonie des communautés participantes grâce à la tulpa. Elles étaient là, dans l'espace vital de la cuisine, où elles se partagent et préparent les aliments pour ceux qui surveillent les routes et ceux qui se reposent avant de partir pour les rondes de nuit. Mais on les voyait aussi dans le cadre de l'exercice de leur autorité, écoutant et faisant circuler dans la Minga la parole à la communauté ; dans l'espace indigène, lorsqu'elles mettent de l'ordre et contrôlent la Minga, dans les espaces politiques, sur la route panaméricaine, etc. Pour cette raison et beaucoup d'autres, les femmes font un travail remarquable dans les différents espaces politiques, territoriaux et culturels. Et n'oublions pas les actions réalisées dans les conseils d'action communautaire de chaque territoire, l'enseignement et les autres espaces (camarade de la Licence en Pédagogie de la Terre Mère de l'Université de Antioquia, janvier 2019, mai 2019).

Aussi le travail et la tâche quotidienne des femmes qui sont à la base de la politique communautaire, deviennent le socle de luttes qui étaient exclusivement masculines il n'y a pas si longtemps, et circonscrites au champ de la politique étatique du fait du caractère patriarcal des autorités indigènes. La remarque vaut également pour la minorité de femmes présentes dans les ONG, les fondations, les instances d'état et de coopération internationale, où l'on cherche à canaliser la force, la créativité, le soin, la volonté, la lutte de ces femmes afin d'alimenter ces mêmes politiques étatiques qui nous dépossèdent et nous exterminent.

Par conséquent, sous prétexte de renforcer la participation politique dans les communautés, ils se sont engagés à ce que les femmes occupent des charges dans la structure patriarcale de l'État, autant que dans la structure hiérarchique des organisations, sans la moindre critique quant à leurs fondations. Ainsi, avec la promesse d'inclusion de la femme et celle d'un renforcement du pouvoir féminin, ils érodent la participation politique des femmes dans leurs territoires et promeuvent

(...) La participation passive de la femme dans divers espaces. Il s'agit de formater à la soumission et de promouvoir des positionnements pensés de l'extérieur, presque toujours éloignés des demandes communautaires. On promeut le leadership féministe en plaçant certaines femmes à des postes de leaders et en les formant à reproduire et défendre une idéologie qui finit par nourrir le machisme. Car en général, ces femmes leaders finissent par obéir aux directives des hommes. Leur participation aux charges politiques, la plupart du temps, est plus affaire de représentation que d'une réelle participation ou responsabilité dans les décisions (Muñoz en Almendra, 2017, p. 24).

C'est une situation difficile car au nom d'un agir féminin, de l'investissement et la liberté des femmes, nous finissons par renforcer notre soumission, notre dépendance, la tutelle, le silence et notre asservissement et celui d'autres, personnes, femmes ou hommes, que nous trouvons faibles. En fin de compte, nous reproduisons le machisme, le progressisme, le développementalisme et tous ces ismes qui homogénéisent et dominent jusqu'à nos actions féminino-territoriales. C'est pour cela qu'au nom de la participation et de la liberté, certaines d'entre nous voulons imiter les hommes, travailler comme eux, occuper leurs charges, surbordonner hommes et femmes, sans nous remettre en question, ni questionner l'ordre établi ni la structure hiérarchique que l'état nous impose et que nous avons

imposée dans les territoires. Mais comme le réaffirment bien les camarades nasa à l'occasion de la tulpa à Pioya: " Oui, nous devons lutter comme nos camarades masculins, mais à notre façon, en tant que femmes, nous pouvons donc le faire d'une autre manière. Nous devons penser sérieusement au "comment nous allons nous organiser, afin de prendre soin de notre territoire". Et afin de prendre soins les unes des autres tout en libérant nos espaces imaginaires.

Mises au points critiques de ce que l'on nous impose.

Si nous ne comprenons pas que les pouvoirs économiques et politiques, dans le monde globalisé, se nourrissent des guerres qui nous dépossèdent de tous nos territoires et leur permettent d'accumuler des gains, nous continuerons à tomber dans les pièges qu'on nous tend au nom de la paix.

Si nous ne comprenons pas que ceux qui nous soumettent à la faim et à la pauvreté, sont les mêmes qui nous prennent nos territoires et ensuite nous offrent nourriture et argent, nous continuerons à croire qu'ils souhaitent éradiquer famine et pauvreté.

Si nous ne comprenons pas que toutes les aides que nous offre l'État nous doublent, nous faciliterons la contre-insurrection, la cooptation et l'extractivisme des territoires.

Si nous ne comprenons pas que la politique d'État est au service de l'accumulation patriarcale et qu'il est urgent de revenir à une politique communautaire des peuples, nous finirons par exiger nos droits exclusivement au gouvernement pendant que nos savoirs et pratiques communes disparaîtront.

Si nous ne comprenons pas que la participation politique qu'ils nous imposent passe par notre soumission à la logique et au caractère de l'état établi, nous allons reproduire le patriarcat. Pour cela:

(...) Il faut définir de nouveau quelques mots mais aussi quelques consignes. Nous ne luttons comme des femmes pour les droits des femmes. Quels droits ? Pourquoi allons nous demander des droits à l'homme ? Pourquoi demander nos droits à une institution étatique ? Ce que nous devons faire c'est récupérer nos droits, et eux ne vont pas nous les donner. Il existe des droits humains, tout simplement. Nous savons que nous allons perdre la vie dans cette lutte, et nous la perdrons, mais nous y parviendrons. Les droits sont la vie que les femmes

veulent mener, une vie digne... Comment pouvons nous parler d'une société libre, si nous avons encore comme objectif d'avoir un état-nation qui représente le patriarcat ? (Melike Yasar, 2019).

Si nous n'abordons pas nos contradictions à l'intérieur de nos mouvements, nous resterons piégées dans les filets patriarcaux qui nous refusent la liberté, dehors comme dedans. C'est pourquoi cela vaut la peine de connaître et de relever le défi que nous a laissé la camarade Cristina Bautista Taquinás, massacrée en plein exercice de contrôle territorial contre le crime organisé, le 29 octobre, avec quatre Kiwe Thegnas (gardiens du territoire).

Simplement, faire circuler [sa parole](#). (Almendra, 2019) :

Nous sommes tous des gardiens, mais en action.

Si nous nous taisons ils nous tuent,

et si nous parlons, ils nous tuent aussi.

Alors parlons.

[1](#) Sentirpenser est une expression qui fut d'abord diffusée par le sociologue colombien Orlando Fals Borda, inspiré par la pensée des Afrocolombiens de l'Atlantique .L'anthropologue Arturo Escobar l'a popularisée récemment, entre autres avec son livre Sentirpenser avec la terre. Seuil . 2018.NdLT

[2](#) On a appelé « faux positifs », les civils innocents assassinés par l'armée et que celle ci avait essayé de faire passer pour des guerrilleros morts au combat (le scandale éclata en 2008). NdLT

[3](#) Le resguardo est une institution coloniale, créée pour regrouper sur un territoire la main d'œuvre indigène et la soustraire à la prédation des colons.

[4](#) Le cabildo est aussi une institution coloniale, il s'agit d'une structure municipale inspirée de celle qui existait en Castille à l'époque de la Conquête. Cabildos et resguardos ont été détournés par les indigènes de la fonction qui était la leur (contrôle, préservation et exploitation de la force de travail indigène).

[5](#) La minga, par contre, est une pratique autochtone d'origine andine ; il s'agit d'un

travail effectué de façon collective ar la communauté.

[6](https://pueblosencamino.org/)Pueblos en camino défend une politique de l'autonomie et des territoires.
un<https://pueblosencamino.org/>

[7](#)La Licence en Pedagogia de la Madre Tierra, est une expérience colectivo-communautaire des peuples indigènes de Colombie , qui dépend de l'Université d'Antioquia, mais est menée dans les territoires basés s avec des principes comme la parole douce, le silence, le dialogue de savoirs le tissage, l'écoute. 2019).

[8](#)Caminar su palabra, lisons-nous dans l'original Littéralement « cheminer ». Pas de différence entre le cheminement sur les routes, celui de la pensée, et des paroles qui arrivent.